

Les épines du rosier 11) Comment la gauche a attisé la colère des travailleurs en abreuvant d'aides les inactifs



Dans un pamphlet qu'Atlantico publie en feuilleton et alors que François Hollande fait figure de favori des sondages, Roland Hureaux a souhaité faire le point sur les grandes lignes des politiques passées et à venir des socialistes. 11ème épisode : La gauche a attisé la colère des travailleurs en abreuvant les inactifs d'aides.

Avec Roland
Hureaux

Lire aussi :

- **INTRODUCTION** : [Les épines du rosier \(à quoi s'attendre d'un pouvoir socialiste\)](#)
- **Episode 1** : [Comment la gauche et ses privatisations ont affaibli économiquement la France](#)
- **Episode 2** : [La gauche, l'euro et la préférence française pour le chômage](#)
- **Episode 3** : [La gauche et les calamiteuses 35 heures](#)
- **Episode 4** : [La gauche et sa maladie des dépenses publiques](#)
- **Episode 5** : [La gauche et ses féodalités locales](#)
- **Episode 6** : [Comment la gauche s'est montrée aveugle face au développement de la corruption à l'échelle locale](#)
- **Episode 7** : [Comment la gauche a asphyxié le monde rural sous couvert "d'aménagement du territoire"](#)
- **Episode 8** : [Comment la gauche a procédé à l'effacement en règle des départements ruraux](#)
- **Episode 9** : [Quand la gauche rend le débat sur l'immigration impossible](#)
- **Episode 10** : [Immigration : Comment la gauche a instrumentalisé les bons sentiments](#)

Le ressentiment du travailleur pauvre vis-à-vis du pauvre sans travail – supposé, à tort ou à raison, ne pas en chercher – est depuis au moins vingt ans un des clivages majeurs de notre société, largement méconnu dans les sphères où se prennent les décisions et récusé totalement dans les hautes sphères du Parti socialiste.

L'ignorance de ce problème dans la classe dirigeante – où, gagnant dix, cent ou cinq cent fois les minima sociaux, on a scrupule, c'est bien compréhensible, à le poser –, constitue une des fractures les plus profondes de la société française actuelle. **À tel point que, dès qu'un député, en contact avec le peuple, lui, soulève la question, il se voit tout de suite mis au pilori par les médias et la plus grande partie de la gauche.**

Il ne suffit pas de mettre en cause les sentiments mauvais ("populistes") d'un peuple mal éclairé, plus jaloux de son voisin que des vrais riches. Il ne suffit pas non plus de dire que les fraudes constatées sont peu nombreuses (2,5 % selon la CNAF). **Car le**

problème n'est pas tant celui de la fraude elle-même que des subterfuges légaux qui permettent de percevoir un revenu tenu par le voisinage pour illégitime. Le problème n'est pas tant le RSA en lui-même, qui est effectivement d'un montant modeste, et que bien peu remettent en cause en tant que tel, que son cumul avec toute une série d'autres aides auxquelles ont aussi droit ses bénéficiaires : transport gratuit, logement quasi-gratuit, CMU, tarifs spéciaux d'électricité, exonération de taxe d'habitation, secours sociaux divers. **L'un dans l'autre, ils permettent aux titulaires d'atteindre un revenu qui, certes, n'est rien pour le golden-boy ou le journaliste de télévision, mais qui est insupportable au maçon, indigène ou immigré, qui trime 35 heures ou plus par semaine pour ne gagner guère plus.** Sans parler de l'agriculteur ou de l'artisan à qui reste un bénéfice de 500 € par mois pour 60 heures de travail par semaine.

Un des effets de cette situation est la dévalorisation du travail. Sans remettre en cause les différentes formes de secours publics, on peut estimer qu'un travailleur à plein temps, un vrai, mérite qu'un différentiel significatif soit maintenu entre son revenu et celui de quelqu'un qui ne travaille pas. Dès que cette différence disparaît – voire se renverse, sa dignité de travailleur se trouve remise en cause : un sentiment qui évidemment échappe à toute une partie de la gauche bobo qui ne fréquente ni les uns ni les autres.

Or, contrairement à ce que prétendent les idéologues libéraux, ce n'est pas le "modèle social français" ancestral qui est en cause dans cette situation, mais des décisions prises au cours des trente dernières années, principalement par la gauche.

Le RMI a été instauré par le gouvernement Rocard en 1989, il est assorti d'une aide spéciale aux demandeurs d'asile (qui sont souvent des immigrants clandestins) d'un montant équivalent. Le gouvernement Jospin a instauré le CMU et l'AME (aide médicale aux étrangers). Par la loi du 11 mai 1998, le bénéfice du minimum vieillesse (aujourd'hui allocation de solidarité aux personnes âgées) a été étendu à tous les étrangers, même ceux qui sont venus s'installer en France après 60 ans.

Comment un ouvrier français qui ne peut pas se payer une mutuelle et n'est donc remboursé de ses frais médicaux qu'à environ 60 %, au point que, selon une enquête récente, plusieurs millions de nos compatriotes renoncent à des soins coûteux (dentaires par exemple) faute d'argent, ne serait-il pas mort de rage de voir un chômeur chronique bénéficiaire de la CMU bénéficier d'un remboursement à 100 %, y compris pour des soins de luxe (PMA, cures thermales) ? D'autant que, pour une administration hospitalière qui ne regarde que la solvabilité, le bénéficiaire de celle-ci a droit à une médecine de première classe (chambre individuelle) et le travailleur sans mutuelle à une médecine de seconde classe (dortoir). Et que peut-on imaginer des sentiments du second quand le premier est un immigré récent, pas nécessairement régularisé ?

Les Français qui s'auto-flagellent ou que l'on flagelle avec leur supposé racisme sont en réalité le peuple le moins raciste qui soit, comme le montre le nombre de mariages mixtes, mais leur système social est si généreux pour les étrangers qu'il suscite des frustrations inconnues dans d'autres pays. Et que dire quand ce sont les mêmes, la gauche morale en l'occurrence, qui sont responsables de cette générosité injuste et irréflichte et qui accusent les travailleurs français de xénophobie ?

Toujours dans le même registre, comment demander à un retraité agricole ou artisanal ou à une mère de famille presque dépourvus de retraite, d'accepter qu'un étranger qui n'a jamais travaillé en France, bénéficie d'un minimum vieillesse de 650 euros par mois. Ils n'y ont, eux, pas droit, généralement parce qu'ils sont encore propriétaires de quelque chose. De quoi ? Un petit lopin reçu en héritage ou un modeste pavillon pour l'acquisition duquel lequel ils se seront saignés aux quatre veines tout au long de leur vie et qui leur coûte deux mois de retraite en taxe foncière !

Le RMI n'est pas fondé en soi sur un mauvais principe, mais outre tous les avantages annexes qu'il amène avec lui, il demeure mal contrôlé : **au motif de ne pas « constituer un fichier des pauvres », les bonnes consciences de gauche ont refusé qu'il y ait un fichier national des bénéficiaires qui aurait pu faciliter le repérage des abus.**

Précisons que les bénéficiaires étrangers de ces différents avantages sociaux ne sont pas nécessairement pauvres : anglais ou américains louant une résidence confortable, par exemple, mais qui cachent soigneusement leurs revenus à l'étranger pour bénéficier en France d'une médecine de meilleure qualité que chez eux et gratuite.

Le fait que ces avantages aient été étendus "généreusement" aux étrangers, qu'ils aient ou non travaillé en France et parfois quand ils sont en situation irrégulière, est entièrement imputable à la gauche. Il est inséparable des hurlements qui accompagnèrent l'idée de "préférence nationale", maladroitement avancée par le Front national, et qui pourtant devrait être une évidence dès lors qu'il s'agit, non pas d'étrangers en général mais de gens n'ayant jamais travaillé.

"L'enfer est pavé de bons sentiments". Il faudra faire un jour le bilan de toutes les tensions qu'une conception pervertie de la générosité, celle qui anime le parti socialiste depuis trente ans, a entraînées dans la société française, tensions qui sont loin d'être résolues, comme le montre les résultats électoraux du Front national et qui ne pourraient que s'aggraver dramatiquement si la gauche revenait au pouvoir.